

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la construction européenne et sur la situation en Ukraine, à Bruxelles le 27 mai 2014.

Mesdames, Messieurs,

Ce Conseil européen s'est tenu, au lendemain des élections pour le renouvellement du Parlement européen. Je voulais qu'il puisse entendre tous les messages qui avaient été prononcés à l'occasion du scrutin.

Il y a eu des votes différents, bien sûr, dans les pays concernés. Mais s'il y a un point commun incontestable, c'est la montée des « eurosceptiques » pour ne pas dire des « antieuropéens » et c'est aussi une abstention qui reste forte. Dans des pays parmi les plus grands, je pense à la France une extrême-droite ou un parti anti-européen arrive en tête au soir du 25 mai. Mais des messages ont aussi été exprimés par des partis européens. Ils ont dit la nécessité de changer le cours de la construction européenne.

Ce sont tous ces messages qu'il convient d'appréhender, de manière à bien comprendre ce que sont les attentes des peuples. Il y a, pour certains, la volonté de sortir de l'Europe £ mais pour les électeurs européens, profondément européens, il y a aussi la volonté de faire avancer l'Europe à un rythme différent et, surtout, avec un contenu différent.

A l'entrée de ce Conseil Européen, m'a été posée la question : « est-ce que le vote du 25 mai est un problème pour la France » ? Oui, c'est un problème pour la France, puisqu'il y a eu le Front National en tête. L'image de la France a pu en être flétrie. Oui, il y a un problème pour la France quand il y a un tel doute venant d'ailleurs de beaucoup de formations politiques et de beaucoup de nos concitoyens sur ce qu'est l'Europe aujourd'hui, alors même que, depuis deux ans, nous nous battons pour la sortir de la crise de la zone euro.

Mais le problème est pour l'Europe. Je suis européen et je veux que l'Europe puisse être une réponse, y compris à ces questions qui taraudent un certain nombre de peuples, notamment ceux qui ont une grande histoire : quelle est notre identité ? Quelle est notre souveraineté ? Quel est notre avenir ? C'est pourquoi j'ai voulu que, dans ce Conseil européen, la France parle de contenus, de projets, d'engagements, plutôt que de personnes.

Ce que doit faire aujourd'hui Herman Van ROMPUY, la mission et le mandat qu'il a reçus du Conseil Européen, c'est d'aboutir à une proposition pour la présidence de la Commission £ c'est de travailler, à la suite notamment de la lettre envoyée par les groupes parlementaires du Parlement de Strasbourg, autant sur le contenu j'allais dire même davantage sur le contenu que sur la seule question de la personne.

Quel est le contenu que la France veut donner au mandat du Président de la Commission européenne ? Après ce que nous avons fait pour stabiliser l'euro, pour préserver l'intégrité de la zone, pour éviter que des pays décrochent £ après toutes ces années d'austérité pour beaucoup de pays, d'engagement de réduction de déficits pour beaucoup d'Etats, la prochaine étape c'est d'abord la croissance, l'emploi et l'investissement.

Mais ce sont aussi les nouvelles technologies, l'industrie, et notamment le numérique : elles doivent avoir des champions européens pour mener à bien cette préparation de l'industrie de demain.

Troisième priorité, puisque l'Europe doit se concentrer sur l'essentiel, c'est la transition énergétique. C'est la capacité d'être moins dépendant de l'extérieur, de pouvoir économiser l'énergie, de diversifier ses sources, et de répondre enfin à l'exigence de la lutte contre le

l'énergie, de diversifier ses sources, et de répondre enfin à l'exigence de la lutte contre le réchauffement climatique. Ce doit être cela « l'Europe de l'énergie ». Pour la France, c'est un sujet essentiel, lié d'ailleurs aux deux précédents : la croissance, l'investissement, et les industries de demain.

La quatrième priorité, c'est la protection des frontières dans le cadre d'une politique d'immigration globale, de façon à ce qu'il puisse y avoir, non pas une remise en cause comme il est dit parfois de Schengen, mais des règles qui doivent être beaucoup plus claires et où des pays puissent être en cohérence avec les autres dans le cadre de leur politique migratoire.

Et puis enfin, la dernière priorité, c'est la politique européenne de défense. La France joue son rôle partout dans le monde. La France intervient dans le cadre de mandats donnés par les Nations Unies. Parfois, la France a l'impression que l'Europe tarde à l'accompagner, même si l'Europe lui donne toujours son plein soutien. Il y a des risques et des menaces aux frontières de l'Europe. Il doit donc y avoir, pour la prochaine législature, une volonté commune de mener une politique étrangère. Pas simplement lorsqu'il y a des crises et je vais revenir sur la situation de l'Ukraine, mais pour anticiper, pour prévenir et parfois pour agir.

Voilà ce qui me paraissait l'essentiel, dans ce Conseil européen, au lendemain d'élections qui ont été douloureuses pour la France et donc pour l'Europe. Parce que la France, c'est l'Europe et que l'Europe ne peut pas vivre, elle ne peut pas avancer sans la France. Ma responsabilité, c'est de faire que la France soit plus forte, se réforme, et en même temps, que l'Europe soit également portée par une France qui puisse la réorienter dans ses actions et dans ses politiques.

Sur les personnes et notamment sur la présidence de la Commission européenne, il y a des institutions, elles doivent être respectées. Il y a des votes, je l'ai dit, ils doivent être entendus et également respectés. Ma position est donc claire : le groupe le plus important c'est le PPE.

J'aurais préféré que ce soit le Parti socialiste européen, mais c'est le PPE. Si cela avait été le Parti socialiste européen, j'aurais défendu la candidature qui s'en dégageait. C'est le PPE, donc c'est au PPE de faire ses propositions.

A partir de là, il y a cette lettre qui a été adressée au Président du Conseil européen par les groupes parlementaires. Herman Van ROMPUY c'était également ma position a été chargé d'explorer cette situation et de faire une proposition à la fin du mois de juin.

Je veux terminer sur l'Ukraine. J'avais dit que la date du 25 mai allait être majeure. Elle l'était pour le renouvellement du Parlement européen, mais elle l'était pour l'Ukraine. C'est d'ailleurs bien que les deux dates coïncident. Toute l'action de la France et de l'Europe nous avons travaillé tous ensemble c'était de faire en sorte que les élections du 25 mai en Ukraine puissent se tenir, puissent être incontestables, puissent donner au Président élu une légitimité qui lui permette de dialoguer et qui lui permette aussi d'assurer la souveraineté de l'Ukraine.

Les Ukrainiens ont parfaitement compris que c'était au 1er tour qu'il fallait régler la question et éviter que trois semaines s'écoulent avant qu'un Président puisse être élu. L'objectif que nous nous étions fixés a donc été atteint. Mais la crise en Ukraine n'est pas finie pour autant ! Le président POROCHENKO devra donc, maintenant qu'il est le Président légitime, engager le dialogue. Le président POUTINE doit maintenant, non pas simplement respecter le verdict des urnes, mais reconnaître le Président ukrainien et faire en sorte qu'il puisse y avoir la désescalade. Elle était attendue et elle est possible aujourd'hui.

Il va y avoir le G7, le 5 juin. Les menaces de sanctions sont encore là. La Commission a travaillé. Il faut en être conscient, il y a une possibilité aujourd'hui que la désescalade soit enfin trouvée. Mais il doit y avoir toujours cette corde de rappel. J'ai invité le président POUTINE je l'avais fait d'ailleurs depuis plusieurs semaines à venir aux cérémonies du 6 juin. Nous aurons là aussi des discussions.

Je pense que l'Europe doit prendre conscience de ce qui s'est produit en Ukraine et en tirer les leçons. D'abord pour sa politique étrangère : elle doit être soucieuse de stabilité, de ne pas créer le moindre dérèglement le chaos dans un pays proche est immédiatement utilisé de faire en sorte que l'association puisse être comprise et que l'aide arrive au bon moment et non trop tard.

Mais il y a une deuxième leçon à tirer de ce qui s'est produit en Ukraine : c'est la politique européenne de l'énergie, c'est la diversification des sources, c'est la réduction de la dépendance.

C'est ce que nous devons engager.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je retiens du Conseil européen. C'était très important que la France se fasse entendre. C'était important que l'Europe comprenne ce qu'était l'aspiration des Français, d'une grande majorité de Français : faire avancer l'Europe, croire en l'Europe A la condition que l'Europe elle-même croit en son avenir et s'organise pour le préparer.